

Pouvoir d'emprunt—Loi

n'a qu'à songer à tous les gens qui font la queue en Tchécoslovaquie pour acheter des aliments ou des vêtements. La Tchécoslovaquie a peut-être un régime socialiste plus poussé maintenant, mais il n'y a pas tellement longtemps, j'ai vu les Tchécoslovaques faire la queue pour acheter des aliments et des vêtements et j'ai vu dans leurs yeux leur sentiment de lassitude et de frustration. Les habitants du Royaume-Uni, de la Suède et d'autres pays socialistes ont tellement d'impôts à payer qu'ils ont cessé d'être productifs.

La Suède, le Royaume-Uni et l'Italie ne sont plus compétitifs dans bien des secteurs. Pourquoi ne le sont-ils pas? C'est à cause de l'intervention gouvernementale et du mythe socialiste qui dit que le gouvernement peut faire mieux que l'entreprise privée. Je n'ai rien vu d'aussi tragique que ce qui se passe à Prague. Je n'ai jamais vu autant de désespoir et de découragement. C'est ce que le socialisme a donné en Tchécoslovaquie. Avant la Seconde Guerre mondiale, la Tchécoslovaquie était l'un des pays les plus productifs et les plus créateurs d'Europe. Je ne nie pas que le système de libre marché est loin d'être parfait. C'est vrai qu'il entraîne une répartition inéquitable des richesses. Je reconnais que mes amis du NPD ont raison sur ce point, mais comme quelqu'un, je ne sais pas trop qui, l'a dit, le socialisme entraîne une répartition équitable de la misère. Le bilan des industries nationalisées dans le monde entier fait la preuve de leur grossière inefficacité et, par conséquent, de leur drainage permanent des ressources de l'économie. Il n'est pas exagéré de dire que les piètres résultats économiques du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Italie, ces dernières années, sont surtout imputables au fait que leurs industries sont nationalisées.

● (2100)

M. Rae: Quel est le taux de chômage en Suède?

M. Thomson: Le taux de chômage en Suède est très près de 1 ou 2 p. 100, mais personne n'y a les moyens d'acheter quoi que soit parce que les impôts y sont très élevés. Comme je l'ai dit l'autre soir, une personne qui gagne \$25,000 par année paie \$13,000 d'impôt annuel. Ici, au Canada, il est possible d'acheter une paire de caoutchoucs pour \$10, alors que là-bas j'ai dû déboursier \$50 canadiens. Leur niveau de vie, qui était le deuxième du monde, en 1971, est aujourd'hui au dix-neuvième rang.

Une voix: Mais ils ont le plein emploi.

M. Thomson: Oui, ils ont le plein emploi, mais cela ne crée aucune productivité pour la Suède. Cela les force à nationaliser la plupart de leurs industries. J'aimerais parler un moment du Programme énergétique national.

Le Programme énergétique national est fondé sur la notion de l'emprise de l'État. Je défie le gouvernement des libéraux de le nier. C'est sa raison d'être. L'homme qui a mis au point ce programme est M. Edmund Clark qui est un socialiste acharné. Tout le monde le sait. Il veut que l'État ait la main haute sur l'industrie énergétique au Canada. Si le Programme énergétique national avait pour principaux objectifs la sécurité des approvisionnements et l'affranchissement à l'égard des marchés pétroliers mondiaux, s'il visait par ailleurs à offrir aux Canadiens la possibilité de participer à l'industrie énergétique, à fixer les prix et partager les recettes en toute équité, je le cautionnerais sans réserve. Le Programme énergétique national n'atteindra cependant pas ces objectifs, loin s'en faut. S'il

ne permettra jamais d'atteindre les objectifs prévus, c'est surtout parce qu'il est basé sur des principes erronés.

En voici quelques-uns. La pierre angulaire du Programme énergétique national, c'est que le gouvernement conçoit le Canada comme un pays dans lequel un gouvernement central dirige toutes les activités économiques et où il vaut mieux que les intérêts régionaux soient défendus par le gouvernement central. Ce n'est pas un hasard si la crise constitutionnelle provoquée par le rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et la guerre énergétique ont éclaté en même temps.

La question fondamentale dans les deux cas est de savoir quelle sorte de nation est le Canada aujourd'hui et quelle sorte de nation il sera demain. Voulons-nous des provinces fortes ou une économie dominée par le gouvernement central? Le Canada ne survivra pas si le gouvernement s'obstine à vouloir en faire un État unitaire. Mes électeurs ne resteront pas passifs pendant que le gouvernement vole leurs ressources. Je dis cela sans équivoque, monsieur l'Orateur.

Si nous voulons que le gouvernement dirige toute la politique énergétique canadienne, alors il faut examiner ses actes passés. Au début des années 1970, le ministre de l'Énergie a promis que nos ressources pétrolières seraient autosuffisantes en 1980. Voilà maintenant que nous importons un demi million de barils de pétrole par jour. C'est ça la politique énergétique du gouvernement libéral. Il y a dix ans que nous attendons les règlements sur les terres neuves. On n'a fait aucun effort pour utiliser au maximum les réserves latentes de pétrole lourd du sous-sol albertain. Le gouvernement n'a pris aucune initiative pour encourager l'emploi des réserves latentes de ce pétrole en Alberta et dans l'ouest de la Saskatchewan. Cela vous étonnera peut-être, monsieur l'Orateur. La société Petro-Canada a refusé de participer à l'exploration des puits Hibernia. Voilà encore une politique libérale.

Il y a aussi ce fameux accord signé avec le gouvernement mexicain. Parlons-en! Nous payons du pétrole brut de basse qualité plus cher que le prix mondial et pour comble d'ironie, nous ne pouvons même pas le raffiner faute de raffinerie prévue pour cela. Une fois le contrat signé, les Mexicains viennent nous dire qu'ils ne peuvent pas nous vendre tout le pétrole prévu, mais seulement la moitié. Voilà ce que nous réserve la politique énergétique libérale.

Le gouvernement nous dit qu'il doit toucher bien davantage sur les recettes de l'industrie pétrolière et gazière. Seulement, il ne veut pas reconnaître les droits légitimes des provinces. Quand on parle de partage, ne doit-on pas parler de prix? De quel partage s'agit-il alors? Cela n'a pas de sens de parler de programme de partage ou de pourcentages si l'on ne précise pas d'abord l'objet du partage. Parlons justement du partage des recettes énergétiques. Les libéraux prétendent—via le Programme énergétique national, qui a pour seul but de tromper la population canadienne—que le gouvernement fédéral ne perçoit que 10 p. 100, tandis que le gouvernement de l'Alberta touche 45 p. 100 et le secteur privé les 45 p. 100 restants.

Il s'agit de 45 p. 100 de quoi? Et de 10 p. 100 de quoi? S'agit-il de 45 p. 100 des 41 p. 100 du prix mondial? C'est bien de cela qu'il s'agit. Pourquoi ne parlons-nous pas d'un programme de partage des recettes fondé sur de justes prix de l'énergie? Quelles conséquences cela aurait-il? Sans aller jusqu'à vendre notre pétrole au prix international, pourquoi ne